

Proposition de communication

« La gestion des déchets en milieu urbain africain, un service public comme un autre ?  
Réflexions à partir du Nord Cameroun (Garoua et Maroua) »

La « poubellisation » des villes africaines, soit l'invasion des espaces collectifs urbains par les déchets issus des foyers, des activités commerciales et artisanales ou encore des industries, est un phénomène aujourd'hui largement médiatisé, sur le continent africain comme dans les pays occidentaux. Il constitue également l'un des axes privilégiés d'intervention des bailleurs de fonds comme des acteurs locaux et internationaux de la coopération et du développement, visant à pallier aux déficiences des Etats et des autorités municipales en la matière. Dans ce sillage, pressés par l'urgence à endiguer ce phénomène pour en limiter les impacts sanitaires et écologiques, quelques chercheurs en sciences sociales étudient depuis le début des années 1990 les modes de traitement institutionnels et populaires des déchets, ainsi que les représentations du sale et du propre et de l'ordre et du désordre qui les sous-tendent, que ce soit sous l'angle de la santé et de l'hygiène, de la sociabilité citadine ou de la gouvernance urbaine. C'est dans cette dernière optique que les travaux les plus approfondis ont pu être menés, tels que ceux de J. Bouju et F. Ouattara, J.P. Olivier de Sardan, E. Dorier-Aprill ou encore M. Mérino, identifiant le domaine de l'assainissement et de la gestion des déchets dans nombre de villes africaines comme une « *arène éminemment politique* » où s'affrontent, dans une compétition pour la mainmise sur l'espace urbain et l'acquisition d'une certaine légitimité politique, un nombre important d'acteurs : citoyens, parfois constitués en communautés d'intérêts concurrents ou contradictoires (selon les origines, l'ancienneté en ville, le statut socio-économique, ou encore la religion), travailleurs « informels » des déchets, groupements associatifs, entreprises privées, autorités coutumières, différents échelons d'autorités municipales, parfois avec des colorations politiques diverses, et enfin gouvernement national et ses différentes délégations locales.

La gestion des déchets a pourtant pu être appréhendée dans ce cadre comme un service public parmi d'autres, tels que l'éclairage, l'entretien de la voirie ou l'accès aux soins de santé. Je propose de reconsidérer ici la gestion des substances, matériaux et objets « déchus », certes comme un enjeu du politique, au même titre que la plupart des services publics municipaux, mais aussi comme un « objet » particulier du et de pouvoir, à l'aune des conceptions et des pratiques de manipulation des déchets des citoyens comme des acteurs politiques de Garoua et Maroua, villes secondaire du nord du Cameroun. Les rapports particuliers entretenus avec les déchets dans ce contexte, leurs accumulations (tas d'ordures), ou depuis plus récemment leurs dispositifs techniques de collecte (poubelles, bennes), révèlent en effet une « gouvernementalité » spécifique, à l'œuvre à la fois dans les « techniques de soi » exercées par les individus pour se gouverner eux-mêmes et dominer les autres, et dans les discours et les pratiques de gouvernement des élites locales. C'est cette « gouvernementalité » particulière de l'ordure qui sera auscultée ici, à l'aide de la « boîte à outils » méthodologique et théorique de la « subjectivation » des individus par leur culture matérielle, définie par J.P. Warnier à partir des travaux de M. Foucault.

Emilie Guitard  
Doctorante en Anthropologie  
Université Paris Ouest La Défense/LESC  
Associée au CEMAF et à l'IRD  
Sous la direction de M. Houseman (EPHE/LESC) et  
de C. Seignobos (IRD/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)